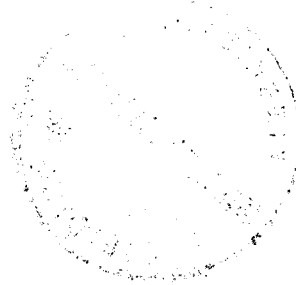


68635

Mai 1992



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Deuxième réunion du Comité préparatoire
de la troisième Conférence africaine
sur la population**

**Dakar, Sénégal
1-3 juin 1992**

**STRATEGIES POUR UN DEVELOPPEMENT
DURABLE EN AFRIQUE**

(Par S.I. Kiggundu)

STRATEGIES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

Table des matières

- 1.1. Introduction**
- 1.2 Condition socio-économique (du développement durable à la crise)**
- 1.3 Causes de la crise et contraintes du développement***
- 1.4 Mesures correctives**
- 1.5 Programmes d'ajustement structurel et développement**
- 1.6 Stratégie alternative pour le développement (Eléments de base)**
- 1.7 Population et développement (Stratégies pour le développement des ressources humaines)**
- 1.8 Stratégies économiques et sociales de soutien aux programmes de population**
- 1.9. Conclusion**

STRATEGIES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE (Exposé)

Le document définit d'abord le développement économique comme une amélioration du vecteur des indicateurs socialement désirables qui mesurent généralement le niveau de vie d'une population, parmi lesquels on peut citer le revenu par tête, les niveaux de nutrition, de santé, d'éducation, et, d'une façon générale, la jouissance des infrastructures socio-économiques. Le développement est dit durable si, et seulement si, il existe une stratégie de développement qui fait obstacle à la diminution du patrimoine national ou régional (ressources humaines et naturelles), du patrimoine financier et physique et qui assure une bonne gestion de ces patrimoines pour une augmentation du revenu par tête et du bien-être social.

Le document donne ensuite une description statistique de la situation économique et sociale actuelle de l'Afrique. Il montre que pendant la période 1960-1990, l'Afrique est passée d'une situation de développement durable à une situation de crise. Les raisons de cette évolution sont aussi analysées dans le document.

Parmi les causes externes, il y a eu la hausse importante des prix du pétrole et des produits manufacturés pendant les années 70 et la détérioration des termes de l'échange qui ont été imposés à l'Afrique. Ces causes se sont conjuguées pour conduire à la compression des importations et à l'alourdissement de la dette extérieure. Parmi les causes internes, on peut citer la mauvaise gestion des ressources humaines, les dépenses militaires excessives et la mauvaise gestion économique qui s'est particulièrement manifestée dans les politiques d'expansion monétaire et fiscale et dans des politiques des prix non appropriées.

Les faiblesses structurelles, parmi lesquelles le taux élevé de la croissance de la population, les attitudes socio-culturelles et la fragmentation du marché sont aussi analysés parmi les causes de la faible performance socio-économique. Cette section discute aussi des autres contraintes du développement socio-économique de l'Afrique, parmi lesquelles on peut citer les faibles taux d'épargne et d'investissement, la faible productivité due aux faibles niveaux de technologie, et la mauvaise gestion des secteurs public et privé.

Le document discute aussi du bien fondé des mesures correctives de la crise et évalue la portée de ces mesures. Les solutions africaines sont contenues dans le Plan d'action de Lagos et dans le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS). Toutefois, ces solutions n'ont presque jamais été mises en oeuvre. Les solutions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale ont été mises en oeuvre à travers les différents programmes de stabilisation, les prêts d'ajustement structurel et les programmes d'ajustement structurel. Ces solutions ont cherché à rétablir l'équilibre du budget et de la balance des paiements, la "vérité des prix" en se fondant sur les lois du marché et en réduisant le poids du secteur public et l'intervention directe du gouvernement dans l'économie.

Bien que l'évaluation de l'impact de ces programmes soit mitigée, on s'accorde souvent sur le fait que ces programmes ont aggravé le chômage, la pauvreté et la dépendance extérieure

et n'ont pas atteint l'objectif de la transformation structurelle souhaitée. C'est ainsi qu'on a essayé d'élaborer des programmes spéciaux pour les groupes les plus vulnérables, mais ces programmes sont souvent isolés et inadéquats.

Le document suggère alors un nombre d'idées et d'approches à incorporer dans un stratégie de développement durable. L'idée la plus importante, qui dérive du thème général du papier, réside dans la nécessité de concentrer la stratégie du développement sur la famille et la taille de la population. Comme le développement est vécu plutôt par les familles et les individus que par les pays et les régions et comme il ne peut pas y avoir d'améliorations généralisées du bien-être économique des populations si le taux de croissance démographique reste supérieur au taux de croissance économique, l'intégration de la maîtrise de la croissance démographique dans toutes stratégies de développement économique aurait dû déjà avoir lieu.

Le changement d'attitude des Africains vis-à-vis du travail et de la qualité de la vie est un autre aspect du problème sur lequel il convient d'insister. Ces valeurs peuvent seulement être inculquées par les gouvernements qui inspirent le respect et l'adhésion et doivent donc assumer pleinement leur rôle dans la stratégie du développement. Les Entrepreneurs, comme les producteurs sur le marché, doivent être soumis à la souveraineté du consommateur par des sanctions périodiques, même au risque d'en perdre les meilleurs et d'accepter les plus mauvais pour quelques temps. Prenant en compte les termes défavorables de l'échange qui ont été imposés aux pays africains et les problèmes associés à l'étroitesse et à la fragmentation des marchés, il est proposé que l'intégration économique fasse aussi partie intégrante de ces stratégies.

Bien que l'intervention des institutions internationales et des pays donateurs dans le processus soit souhaitée, ces partenaires jouent actuellement un rôle trop centralisateur dans la conception des programmes, le résultat étant que la mise en oeuvre de ces programmes laisse à désirer.

Après avoir mis l'accent sur le rôle des populations dans une stratégie de développement durable, le papier discute les différentes politiques et approches nécessaires au développement approprié des ressources humaines. Il souligne alors que l'éducation devrait être restructurée pour mettre l'accent sur "l'éducation pour la production" c'est-à-dire sur la formation professionnelle. Les techniques de production mettant l'accent sur le développement de la production agricole à partir des petites fermes devraient aussi être encouragées. On aborde ici le problème du chômage et des activités pouvant générer des revenus pour la majorité de la population considérée comme acteur des programmes de développement. Le développement général de la culture industrielle devrait être traité comme partie intégrante du programme de développement d'une éthique appropriée de travail. C'est dans ce contexte et pour la réussite des programmes de contrôle et de planification familiale, que l'accent devrait être mis sur l'éducation des femmes à l'école et par des programmes spéciaux.

Le développement des infrastructures physiques sociales (routes, habitat, eau...) ne devrait pas non plus être négligé puisqu'il a des effets sur la santé et la production.

Les stratégies de santé sont aussi analysées en particulier la médecine préventive qui est traitée dans une section à part de même que l'ont été les stratégies sociales pour les programmes de population.

Le document conclut, conformément au thème général, que toutes stratégies de développement durables devraient être basées sur les populations et donc les familles, et que sans contrôle démographique tous progrès réalisés dans le domaine économique risquent d'être annihilés.